

INITIATIVES EUROPEENNES SUR LE E-COMMERCE

Dans un contexte de croissance de l'e-commerce en France (croissance de 9 % en 2010, selon une étude du Benchmark Group, de 20 % selon la FEVAD) et en Europe et de la préparation de l'Agenda Numérique Européen de la Commission européenne, le Parlement européen s'est récemment saisi de la question sous deux angles :

1) d'une part, le projet du rapport d'initiative de **Pablo Arias Echeverría** (PPE, Espagne) a permis d'avancer des pistes concrètes en matière de taxation, de protection des consommateurs et d'incitations au secteur

2) d'autre part, l'accord sur l'agenda digital contient des dispositions sur le marché numérique.

Ces deux rapports font un même constat : Le développement du e-commerce passe par une amélioration des systèmes de paiement et de facturation en ligne et par la mise en place de standards de sécurité pour les paiements en ligne, dont les paiements par cartes bancaires.

Pablo Arias Echeverría demande notamment que les travaux actuels sur les droits des consommateurs en ligne soient élargis à la **directive vente à distance des produits financiers**.

1. Rapport sur l'achèvement du marché intérieur en ce qui concerne le commerce en ligne, de Pablo Arias Echeverría

En commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs (IMCO) du Parlement européen, le [projet de rapport](#) a fait l'objet d'un relatif consensus parmi les groupes.

Les objectifs du rapporteur sont les suivants :

Selon ces objectifs, l'eurodéputé veut avancer dans six directions :

- Renforcer l'accès à internet en augmentant le nombre d'utilisateurs et la qualité du réseau
- Remédier à la fragmentation du marché en ligne et des règles en matière de protection des consommateurs
- Renforcer la confiance des consommateurs en ligne, en menant des campagnes d'information
- Elaborer des initiatives pour inciter les entreprises à faire du e-commerce en agissant, par exemple, pour la **simplification de l'obligation de déclaration de TVA des vendeurs à distance, l'amélioration des systèmes de paiement en ligne, l'uniformisation des frais bancaires et postaux**, la réglementation du niveau de publicité par internet, l'amélioration des mécanismes de résolution des conflits entre distributeurs et consommateurs ou l'amélioration de la gestion des déchets.
- Redoubler d'efforts pour protéger la sécurité des mineurs utilisant internet.

Le rapporteur demande également « *l'élaboration d'instruments juridiques horizontaux plus clairs et plus efficaces et l'harmonisation de certains aspects du droit des contrats conclus avec les consommateurs et estime que ceci devrait englober d'autres directives, telles que **celles sur la vente à distance de services financiers** et sur le commerce en ligne* »

Le groupe S&D a toutefois émis certaines critiques :

- l'harmonisation des informations précontractuelles fait l'objet d'interrogations.
- l'objectif de la création d'une agence indépendante de protection des personnes ayant recours au commerce en ligne est remis en question.
- il convient de privilégier un système harmonisé de TVA à la création d'un programme de subventions.

En commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie, le rapporteur pour avis, Ionnis Tsoukalas (PPE, Grèce) marque dans [son avis](#) son accord avec M. Arias Echeverría, en particulier en ce qui concerne la surveillance des produits, mais aussi **des logiciels de paiement en ligne**, issus des pays tiers, comme la Chine.

Son collègue S&D, Ioan Enciu (Roumanie) s'est également déclaré sur la même ligne que le rapporteur en pointant le manque d'harmonisation sur les règles de protection des consommateurs, sur la TVA (sur les échanges transnationaux) et sur le recyclage. Il s'est dit d'accord avec l'idée d'un schéma à guichet unique dans lequel les commerçants peuvent s'enregistrer dans le pays d'origine. L'eurodéputé s'est également prononcé pour l'encouragement de standards de qualité pour les sites de e-commerce, **pour l'application de standards de sécurité uniformes par les banques sur les cartes de crédit et de débit**, et la mise en place de logos européens et des marques de qualité pour les sites.

En commission des affaires juridiques (JURI), le rapporteur Sajjad Karim (CRE, Royaume-Uni) a relevé dans son [avis](#) que la fragmentation du marché, notamment en termes de droits de propriété, constitue l'un des principaux obstacles au développement du e-commerce. L'échange a montré un scepticisme partagé entre tous les groupes sur la nécessité d'harmoniser les dispositions de TVA.

Pour la Commission, David Mair (**chef d'unité B.1 Marchés des consommateurs, DG SANCO**) a **rappelé les avantages financiers et pratiques du commerce en ligne** et les perspectives de ce commerce pour les PME.

2. Rapport sur l'Agenda numérique de Pilar de Castillo

Dans le [rapport](#) de Pilar del Castillo Vera (PPE, Espagne) sur «*le nouvel agenda numérique pour l'Europe: 2015.eu*» adopté le 5 mai, le Parlement européen:

- invite la Commission à «*procéder à une étude de règles harmonisées au sein de l'Union européenne pour promouvoir un marché commun de l'informatique dématérialisée et du commerce en ligne*» ;
- «*estime que les États membres devraient garantir aux entreprises, en particulier aux PME, l'environnement numérique dont elles ont besoin; invite les États membres à mettre en place des "guichets uniques" pour la TVA de manière à faciliter le commerce électronique transfrontalier pour les PME et les entrepreneurs et invite la Commission à favoriser la généralisation des factures électroniques*»;
- «*invite la Commission et les États membres à veiller à ce que, d'ici 2015, 50 % au moins de tous les marchés publics soient passés par des moyens électroniques, conformément au plan*

d'action arrêté à la conférence ministérielle sur le eGouvernement, tenue à Manchester en 2005»;

-invite la Commission à «publier un rapport annuel sur les progrès de la mise en oeuvre dans les différents États membres des moyens d'action spécialisés comme le haut débit, l'inclusion numérique (e-Inclusion), la santé en ligne (eHealth), l'apprentissage en ligne (eLearning) et le commerce électronique (eBusiness), rapport qui exposera comment ces instruments ont été modifiés de manière innovante pour apporter aux consommateurs un service correspondant à l'état d'avancement actuel du secteur des TIC et pour offrir au consommateur en ligne un maximum de services publics¹»

❖ **Développements législatifs à venir :**

- 02/06/2010 : lors de l'audition de Mme Kroes en commission IMCO, une heure de discussion sera consacrée au rapport de M. Arias Echeverría
- Septembre 2010 : vote du rapport en session plénière

Source : Euralia, 7 mai 2010

¹ Suggestion issue de l'avis de la commission IMCO (Rapporteure: Rósa Thun Und Hohenstein)